Conseil du 11^e arrondissement de Paris
Séance du lundi 27 juin 2022

Vœu relatif aux Terrasses estivales 11^e :
Pour une cohabitation pacifique de l'espace public

Le Conseil du 11^e arrondissement,

Considérant la publication du nouveau Règlement des Étalages et Terrasses (RET) par arrêté de la Maire de Paris le 18 juin 2021 qui a donné lieu à une communication lors du Conseil de Paris mais aucun débat au conseil d'arrondissement ;

Considérant que ce nouveau RET vient pérenniser le dispositif des terrasses éphémères créé en 2020 pour soutenir les cafés et restaurants parisiens lors de la crise sanitaire en leur permettant de s'étendre sur les places de stationnement afin de respecter les mesures barrières et les consignes sanitaires alors en vigueur ;

Considérant que les terrasses éphémères ont été reconduites en 2022, réglementées par le RET et sont désormais devenues des terrasses dites "estivales" ;

Considérant loi du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets dont le décret d'application du 31 mars 2022 stipule que « *l'utilisation sur le domaine public de systèmes de chauffage ou de climatisation consommant de l'énergie et fonctionnant en extérieur est interdite à compter du 1er avril 2022* » ;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur de cette interdiction, des abus ont été constatés ;

Considérant qu'avant son interdiction, l'on estimait que le chauffage des terrasses extérieures émettait un demi-million de tonnes de CO2 annuellement, constituant une aberration écologique devenue intenable ;

Considérant les vœux déposés par le Groupe Ecologiste de Paris relatif à la révision du règlement des étalages et terrasses au Conseil de Paris de juin 2021 et le vœu relatif au déploiement des terrasses sur l'espace public et à leur régulation du 31 mai 2022 ;

Considérant le vœu n°18 bis déposé par l'Exécutif et adopté par le Conseil de Paris de juin 2021 ;

Considérant que plusieurs associations et collectifs de riverain.e.s alertent depuis deux ans sur les nuisances générées, sur la nécessaire régulation du dispositif et tout particulièrement sur le bruit ;

Considérant que ces nuisances discréditent l'ensemble du dispositif et peuvent à terme provoquer le rejet de ces terrasses alors même qu'elles sont appréciées par un grand nombre d'usager.e.s et bienvenues pour revitaliser certains quartiers ;

Considérant que certains quartiers de Paris, dont le 11^e, sont étouffés par un phénomène de mono activité festive et que le RET proposait d'y établir des chartes spécifiques et adaptées à ces situations particulières (Saint-Michel, Oberkampf, Bastille, Marais, Butte-Montmartre) ;

Considérant que les Maires d'arrondissement sont les plus à même d'évaluer les situations particulières rue par rue et comptables des nuisances au niveau local et que le 11^e a mis en place une charte spécifique dans certains quartiers du 11^e, charte validée lors de la réunion commission des débits de boissons ;

Considérant que le 11^e est l'arrondissement le plus commercial et compte un très grand nombre de terrasses, la Mairie du 11^e a élaboré dès février 2022 une liste de critères d'attribution des terrasses, à savoir : les terrasses ne peuvent dépasser la longueur de la devanture, les traversés de chaussée sont interdites, les terrasses doivent respecter le cheminement piétons, respecter la sortie des immeubles et permettre le ramassage des poubelles, les terrasses ne sont pas autorisées sur les places de livraison ;

Considérant que la Ville de Paris doit être garante de l'équilibre de l'occupation de l'espace public afin que chacun.e s'y sente bienvenue, particulièrement les plus vulnérables (personnes à mobilité réduite, seniors, enfants) ;

Considérant que cet équilibre passe par des règles strictes dont la plupart figurent dans le RET mais que certains restaurateurs peinent à respecter ;

Considérant que les chiffres annoncés par la Ville de 3000 terrasses estivales autorisées cette année contre 12 000 en 2021 témoignent d'une régulation du phénomène ;

Considérant la nécessité de réajuster le RET au regard des alertes formulées par les associations de riverain.ne.s, les nuisances mesurées et la recherche d'un juste équilibre ;

Considérant que la Police Municipale est chargée de faire respecter le Règlement des Étalages et Terrasses (RET) ;

Considérant la faiblesse des effectifs de Police Municipale dévolue à la tâche du contrôle des terrasses estivales au regard de leur nombre, à fortiori en soirée où les effectifs sont considérablement réduits ;

Considérant que l'équilibre commercial passe par une adéquation entre les places disponibles en intérieur et les places disponibles en terrasse pérenne ou estivale, afin de garantir des modèles d'exploitation qui ne reposent pas uniquement sur l'exploitation des terrasses ;

Considérant le nombre encore important de terrasses ne respectant pas les règles d'urbanisme et d'occupation de l'espace public ;

Considérant que les demandes de terrasses sont encore très importantes dans le 11^e et que la surcharge de travail ne permet pas au service de la Direction de l'urbanisme de répondre à toutes les demandes du 11^e ;

Considérant que les commerçant.e.s sont par définition en concurrence les uns envers les autres et que les relations entre eux se détériorent en raison du RET ;

Considérant le risque de déstructuration du tissu commercial parisien, en particulier dans le 11^e ;

Sur proposition de Madame Joëlle MOREL et des élu.e.s du Groupe Écologiste du 11^e ;

EMET LE VCEU :

que la Mairie du 11^e demande à la Ville de Paris de :

- s'engager à communiquer aux élu.e.s en charge de ce dispositif la liste des terrasses autorisées et non autorisées dans le 11^e en date du 15 juin 2022 et au 15 septembre 2022 ;

- s'engager à réviser à l'automne le RET au regard du bilan présenté à l'issue de la saison estivale 2022, révision qui devra intégrer :
 - La mise en place de règles d'adéquation entre le nombre de places disponibles en intérieur et en extérieur afin de garantir une gestion commerciale viable,
 - Une réduction de la période d'autorisation pour les terrasses estivales (du 1^{er} mai au 31 octobre) pour donner plus de temps aux services d'étudier les demandes,
 - L'instauration de l'arbitrage final du Maire d'arrondissement après consultation de la commission de régulation de l'espace public ;
- affecter plus de moyens au suivi coordonné entre les services de la Ville, en particulier à la Direction de l'Urbanisme ;
- faciliter les mesures de retrait d'autorisation de terrasse ;
- clarifier et faciliter les mesures d'enlèvement de la terrasse et de saisie du mobilier en cas de non-respect du RET et du code de l'urbanisme ;
- multiplier drastiquement les mesures de contrôle conjointes entre services (urbanisme, DAE, DPMP notamment) ;
- communiquer aux élu.e.s en charge de ce dispositif dans le 11^e (élue au commerce, élu à la sécurité, élu à l'espace public) le coût de la mise en place du dispositif des terrasses estivales pour la Ville de Paris ainsi que les recettes d'occupation de l'espace public afférentes ;
- procède à des mises en demeure des restaurateurs et cafetiers qui ne respectent pas l'interdiction de chauffer les terrasses en vigueur depuis le 1^{er} avril 2022.

Résultat des votes :

Abstention : Les élu.e.s du groupe Paris 11 en Commun : socialistes, écologistes et apparentés, et du groupe Communiste et Citoyen.

Pour : Les élu.e.s du Groupe Écologiste du 11^e, et du groupe Changer Paris (Union des Républicains et des Centristes)

Le vœu est adopté à l'unanimité